

VILLES DE CLASSE MONDIALE POUR TOUS

PLANIFICATION INCLUSIVE POUR LE TRAVAILLEUR PAUVRE

Une Conférence Internationale sur la Planification Urbaine et Développement
14-18 Avril 2008, Conference Centre, Université de Delhi, Delhi, Inde

Les villes sont des systèmes vibrants en vie, pas les produits des grands plans utopiques, concoctés par des planificateurs ultrazeleux.

- Jane Jacobs

Journée 1: Session d'ouverture

Mlle Shika Joshi, NASVI, a présenté la note de bienvenue et a souligné que des développements différents au niveau global au nm de la béatification de la ville accompagné de l'augmentation des compagnies des détaillants privés à cause de la globalisation ont sévèrement affecté les vies et gagne-pain des vendeurs de rue et ambulants à travers le monde. En Inde, même s'il existe une politique pour les vendeurs de rue et ambulants dans certains Etats mais elle est rarement mise en application. Elle a aussi réitéré la demande pour la formation d'une politique nationale sur les vendeurs de rue qui et ambulants qui demande la mise en place d'une stratégie appropriée. Elle a dit que nous ne sommes pas opposées à la croissance mais cette croissance devrait être inclusive et orientée vers la population.

La conférence Internationale était officiellement inaugurée par **Prof. Arjun Sengupta**, Président, Commission Nationale sur les Entreprises dans le secteur Informel/Inorganisé, Gouvernement d'Inde (NCEUIS) par allumage de la lampe. Mme. Nozipo (Administratrice de StreetNet International) a introduit chacun des délégués internationaux. Il y en avait 30 en provenance de 25 pays. Mr. Arbind Singh (NASVI) a brièvement introduit les délégués de NASVI. Il y en avait plus de 70 en provenance de plusieurs organisations des différents Etats d'Inde.

Prof. S.K Tandon, Vice- Recteur de l'Université de Delhi, a souhaité la bienvenue à tous les délégués. Il a dit que tous dans la ville ont besoin des vendeurs de rue et ce sont les personnes les plus amicales dans une ville à plusieurs interdictions qui ne demandent jamais quelque chose au retour. En donnant l'exemple du projet Metro dans le quartier de l'Université de Delhi, il a mentionné comment toute l'espace autour de la station metro a été transformée en un dédale en béton où les arbres ont été remplacés par les véhicules. Lentement, avec le temps les vendeurs sont arrivés et ont encore une fois ravivé cet espace mort. Les vies de ces vendeurs sont difficiles, exigeantes et pleines des complexités. Il y a un cadre énorme pour la communauté académique de s'impliquer avec les vendeurs de rue. Ils ont beaucoup de talent. Nous devons les comprendre, les processus de leurs vies et leurs biens. Il a insisté sur le besoin de conduire une étude détaillée en utilisant le GIS et d'autres technologies plus récentes et pour ça il a promis un soutien inconditionnel de l'Université.

Prof Sanjai Bhatt, Chef du Département du Travail Social, Université de Delhi, a dit que nous sommes tous ici parce que nous sommes tous dévoués aux valeurs de base de la justice sociale et droits de l'homme. La notion générale sur les vendeurs de rue est celle d'une nuisance, de maladie. Il a orienté son argumentation sur les quatre points suivants:

1. TRAVAIL: où est situé le travail et quelle est sa qualité;
2. TRAVAILLEUR: quel est l'état des vendeurs de rue;
3. FAMILLE: où sont les familles de ces travailleurs – au village ou en ville même;
4. SECURITE SOCIALE: quelles sont les provisions pour les mesures de santé et d'autres mesures de sécurité sociale.

Pour ce, il est nécessaire de faire du plaidoyer à tous les niveaux à partir des conférences internationales aux rassemblements du niveau local. Ceci est d'autant plus important dans le contexte actuel où nous nous approchons des jeux de Commonwealth (2010) à Delhi. Il existe une politique nationale sur les vendeurs de rue qui n'a jamais été mise en application. Les trois grands joueurs dans le monde d'aujourd'hui sont les entreprises, la société civile et le gouvernement. Les entreprises ont coopté le terme 'vendeur' des vendeurs de rue qui occupe actuellement une place proéminente dans leur communication. L'apathie du gouvernement au secteur informel peut être jaugée à partir du fait que bien que l'Acte sur les travailleurs de construction est en place et l'argent attend dans les coffres, mais malheureusement il n'existe pas de mécanisme/plan pour sa mise en application. Nous devons savoir si le gouvernement a la volonté de développer et mettre en application les politiques sur les vendeurs de rue et ambulants.

Prof. Arjun Sengupta, Président de la Commission Nationale sur l'Entreprise dans le Secteur non organisé/Informel, Gouvernement d'Inde (NCEUIS), a fait ressortir la dichotomie qui existe dans toutes les sociétés, entre deux groupes – les riches, qui vivent une vie de luxe, et les pauvres qui gèrent une vie dans des conditions difficiles. Il a insisté sur le fait que c'est un phénomène qui ne se limite pas seulement aux pays en voie de développement mais aussi dans les pays développés comme les Etats-Unis, le Royaume Uni, Hollande et j'en passe.

La seule différence entre les nations en voie de développement et celles développées c'est la taille de la population appauvrie. L'Inde a vu une croissance économique élevée dans la dernière décennie et des avances technologiques exponentielles, pendant qu'en même temps presque les trois-quarts de la population manque de nourriture et des installations de base pour leur survie. Les vendeurs de rue représentent le dilemme inhérent dans la notion de croissance équitable. L'agenda du gouvernement actuel est que la croissance économique doit être orientée vers l'homme commun. La Commission Nationale sur l'Entreprise dans le Secteur non organisé/Informel, Gouvernement d'Inde (NCEUIS), est le résultat de cet engagement. La révision conduite par la commission a souligné le fait que les vendeurs de rue jouent un rôle économique important et on devrait leur fournir suffisamment de possibilité de pratiquer leur profession. On a aussi suggéré qu'ils

devraient être impliqués dans les sous processus de planification urbaine et ils devraient avoir accès au crédit formel. Il a souligné le besoin d'attaquer le processus de développement dans son entièreté. Les riches minoritaires perçoivent le problème des vendeurs de rue comme le problème de la loi et l'ordre qui nécessite une restructuration. Ce qu'il faut c'est un effort organisé de la part de la communauté du secteur non organisé pour qu'ils s'organisent et demandent leurs droits. La communauté du secteur non organisé devrait être défini inclusivement des travailleurs de construction, les pêcheurs, les travailleurs de Bidi, les petits fermiers et marginaux et ainsi de suite. Il a conclu en soulignant le besoin de lutter ensemble pour changer l'ordre mondial.

Mme Renana Jhabvala, Présidente de SEWA Bharat a commencé son discours par l'appréciation du travail de Ela Bhatt dont le travail de pionnière était d'initier le mouvement des vendeurs de rue il y a 30 ans. Elle a conçu l'idée de StreetNet en 1995, et l'idée s'est matérialisée en 2000. Elle a parlé de l'augmentation des activités de développement qui ignorent les besoins des vendeurs de rue. Le terme 'Villes de Classe Mondiale' est venue de la classe globalisée. La ville n'est pas faite des bétons et buildings mais des hommes. Pour parler du problème, elle a souligné d'abord 'l'état d'esprit' des gens pour pouvoir développer l'idée de ville de classe mondiale. Elle a insisté sur le fait que la mobilité infrastructurelle des véhicules et des personnes doit se faire en même temps que la sanitation et les marchés des vendeurs. En parlant de la question des centres commerciaux, elle a dit qu'il y a deux approches pour faire face au problème – la première c'est de s'opposer à l'érection de ces centres et la deuxième c'est de rivaliser. Une autre importante considération était que ce sont les vendeurs de rue qui représentent la particularité culturelle d'un pays, qui attire les touristes, au lieu des centres commerciaux homogénéisants. Finalement, parce que les femmes sont en train d'être chassés du secteur non organisé par l'excès de violence, c'est impératif d'avoir le marché des femmes.

Mr. Krishna Prasad Shah, Vice Président de NASVI, a commencé son discours avec un geste d'appréciation à NASVI. Ayant rejoint NASVI depuis 2002, il a soulevé l'importance de la vie des vendeurs dans de petites villes et leurs luttes propres à eux avec des installations de base. Il a orienté son discours beaucoup plus vers les comités des vendeurs qui s'occuperaient des 'zones de vente'. NASVI est l'un des plus anciens réseaux des vendeurs en Inde et aussi plaide pour l'élaboration et développement des politiques.

Mr. Kim Heung-Hyun, Président de StreetNet International, Corée du Sud, a partagé la préoccupation commune que la ville n'est pas le béton et acier mais la population. Il a dit que nous sommes ici pour discuter des politiques urbaines qui sont en voie de modification au nom de la croissance et développement. La construction des routes et ponts ne profitent qu'aux riches et ignorent les pauvres. Le développement des politiques devrait tenir compte de tout le monde y compris le pauvre, qui jusqu'aujourd'hui n'a été qu'un escalier pour le développement social. Nous devons faire des efforts pour faire profiter le peuple en dessous de la ligne de pauvreté.

Session de Questions & Réponses:

Prof. Tandon, pendant qu'il répondait à une question a dit qu'il y a deux cent milles vendeurs de rue à Delhi et si nous pouvons les envoyer tous en Congé, nous manquerons les nécessités de base.

On a demandé au Prof. Sanjai Bhatt de clarifier ce qu'il a dit sur 'la justice sociale' et «droits de l'homme». Il a expliqué le rôle du Département de travail social et le rôle joué aussi bien par les étudiants dans ce département que les professionnels dans la compréhension et la lutte pour la cause de la justice sociale. Il était triste que les ministres qui ont été invités à la conférence n'aient pas pu venir à cause de leurs autres occupations. Il a aussi ajouté que si les travailleurs sociaux soulevaient les questions liées à la justice sociale dans les réunions avec le gouvernement, ils ne seront plus invités aux réunions suivantes. Finalement il a dit que le gouvernement est sourd et muet aux besoins des vendeurs de rue.

Mr. Arjun Sengupta répondant à une question, a accepté que le retard enregistré dans l'annonce de la politique nationale est inexcusable.

Journée 1 Session 2: Partage des Expériences sur les Politiques et la Planification

Groupe UN: Facilitateur: Mr. R.B. Sharmale

L'objectif principal derrière l'exercice de ce groupe était de faire ressortir les expériences des participants sur les différentes facettes de l'élaboration des politiques et son implémentation, qu'ils rencontrent dans leurs pays respectifs.

Le premier participant à parler venait de l'Etat de Andhra Pradesh en Inde. Au fond il a argumenté contre la disposition dans la Politique Nationale pour les Vendeurs de rue urbains qui permet aux Etats (provinces fédérales) de formuler leurs propres politiques régionales pour les vendeurs de rue. Il a l'impression que cette disposition, donne lieu à certaines divergences dans l'implémentation de la politique. Il a cité par exemple, le cas de Andhra Pradesh, où l'administration des Etats (provinces fédérales) a pris seulement en compte une seule catégorie des vendeurs contre les trois catégories prises en compte par la Politique Nationale. Il a aussi ajouté que les départements gouvernementaux sont inconscients de l'existence et du contenu de la Politique; ce qui se reflète dans leur approche vers les vendeurs. Le participant a mis l'accent sur le fait que pour une section de la population (le secteur non organisé) qui contribue presque 45% aux recettes nationales, il devrait exister des mesures définitives qui les impliquent dans le processus d'élaboration des politiques et ceci devrait être utilisé pour mettre en place une loi pour les vendeurs de rue.

Un autre participant du Pérou a souligné le besoin pour une stratégie concrète de demande pour les droits des vendeurs de rue à travers le monde. Eclairant la situation du Pérou, il a dit que les droits des vendeurs de rue ne sont pas reconnus dans son pays qui est en train de traverser une dépression économique. L'industrialisation rapide a engendré une perte de gagne-pain des vendeurs au Pérou et malheureusement le gouvernement n'a

rien fait de bon. En effet, ce sont les organisations privées et associations qui ont repris la cause mais là encore s'est développé un pépin avec le milieu politique. Il en a donc appelé pour un effort intégré par toutes les nations et une politique sociale globale pour s'occuper des problèmes des vendeurs de rue.

Le contribuant suivant venait de la Corée du Sud où les problèmes actuels des vendeurs de rue sont légèrement différents des anciens. Dans cette nation d'Asie du Sud Est, il existe un monopole d'un petit nombre des vendeurs au détriment des autres. Ce problème est encore exacerbé par les gangsters locaux qui interdisent aux vendeurs de vendre leurs Marchandises. Pour quitter cette situation déplorable, plusieurs vendeurs recourent aux mesures extrêmes telles que le suicide.

Une femme du Bénin a présenté la vue que les problèmes des vendeurs dans son pays étaient semblables à ceux de l'Inde. 75% de la main d'oeuvre au Bénin sont dans le secteur informel mais il n'existe concrètement pas de loi qui protège leurs droits. Récemment, l'accroissement de l'industrialisation a aggravé les problèmes des vendeurs de rue et malheureusement le gouvernement soutient cette forme d'industrialisation indiscriminée. La négligence du gouvernement a mis le fardeau de lutter pour les droits des vendeurs de rue sur les organisations de la société civile. Mais le manque de soutien continu de la part du gouvernement a exaspéré ces organisations qui menacent maintenant d'abandonner leurs voies pacifiques de démonstration pour des étapes plus radicales.

Une autre participante du Malawi a voulu apprendre de l'Inde les différents aspects de la planification urbaine que le pays a adoptés concernant les vendeurs de rue. Au Malawi, il n'y a presque pas de planification appropriée en milieu urbain conduisant au chaos. Elle a comme impression qu'on a besoin d'un plan de réinstallation approprié pour les vendeurs de rue urbains pour atténuer les problèmes de cette communauté.

Parlant de la situation in Bangladesh, China Rahman de SEU/Bangladesh a raconté que bien que la décision de formuler une politique pour les vendeurs de rue suivant le model de la Politique Nationale Indienne, ait été prise en 2006 jusqu'à présent aucun effort n'a été fait dans ce sens. Le gouvernement intérimaire actuellement au pouvoir est aussi en train de retarder le processus de tabler une politique détaillée pour le bien-être des vendeurs de rue.

Un participant du Togo croit que les vendeurs de rue doivent se mobiliser afin d'accomplir leurs droits. Il partage l'opinion que nombreux sont ceux qui ne sont pas au courant de leurs droits. Le gouvernement a aussi échoué d'appliquer des politiques conçus pour le bien-être des vendeurs de rue. Depuis, les vendeurs sont toujours en confrontation avec la police et certains d'entre-eux payent le prix avec leurs vies. Les organisations de la société civile travaillent pour sécuriser les droits des vendeurs, et ont aussi sensibilisé les vendeurs à payer leurs taxes. Mais malheureusement même cette diligence de la part des vendeurs n'a pas réussi à amener le changement attendu dans les attitudes du gouvernement. Ceci étant, l'unique option qui leur reste c'est de s'unir et si possible placer un représentant dans les structures de prise de décision.

Le participant suivant venait du Kenya; il a aussi soulevé le fait qu'il n'existe pas de lois détaillées pour les vendeurs de rue et d'où la nécessité de représenter ce groupe dans de diverses corporations et autres corps.

Un participant de Lucknow a dit que la faible implémentation de la politique nationale en Inde a été attribuée à des conflits égoïstes entre les corps civiques et les planificateurs. Il a suggéré que les représentants des vendeurs de rue doivent être présents dans les diverses structures de planification et que leurs organisations doivent être renforcées.

L'un des membres de NASVI en provenance de Bilhar a rappelé que le pauvre est rarement pris en compte lors de l'élaboration des projets de développement. Le développement emmène avec lui les divers problèmes qui y sont liés comme la migration qui à son tour donne naissance aux conflits régionaux. Questionnant le concept de «Villes de Classe Mondiale pour Tous», il a plaidé pour le changement de la gouvernance de anti-pauvre au pro-pauvre.

Un autre membre a insisté que les femmes au parlement devraient provenir de la communauté de base qui a une meilleure compréhension de nos problèmes au lieu de ces candidats d'un haut profil.

Au Mexique aussi, les conditions des vendeurs de rue ne sont pas très encourageantes, tel que raconté par Martha Santoyo qui provient de ce pays. Leur lutte pour leurs droits les a souvent conduit en prison ou les assujettir à la brutalité de la police. Au début, la réponse du gouvernement était que parce que les vendeurs ne payent pas de taxes, alors ils n'ont aucun droit. En 1996 le gouvernement a proposé que les zones spéciales seraient créées pour les vendeurs s'ils payaient les taxes. Mais cette proposition n'a pas pu prendre effet et au contraire les vendeurs ont fini par payer les mêmes taxes deux fois. Heureusement les partis politiques sont reconnaissants et en train d'adresser le problème à une plateforme plus large.

Une autre préoccupation était soulevée par une déléguée en provenance de Pérou à propos des femmes vendeuses. Elle a dit que le gouvernement devrait être sensible aux besoins des femmes vendeuses, devrait les respecter et mettre en place des mesures de sécurité sociale pour elles.

Finalement, un délégué de Zimbabwe a dit que très souvent les gouvernements exploitent les travailleurs pour obtenir des avantages de l'OIT mais lorsqu'il faut partager les avantages, ils sont complètement ignorés. Les vendeurs sont perturbés et harcelés par la police. Une voie de s'attaquer à ce problème est de reconnaître le secteur informel et si possible amender la constitution pour faciliter cette reconnaissance.

L'honorable Commissaire de travail de Delhi, Mr. Chandra Bhushan, qui était aussi présent pendant la session, a donné sa réflexion sur certains points soulevés tout au long des discussions. Il a compris l'acrimonie générale envers le gouvernement mais a clarifié comme quoi le gouvernement est au courant des problèmes des vendeurs. Il a dit que la façon de raisonner pour le gouvernement progresse avec le temps. Par exemple en 1969

le rapport du travail n'avait fait aucune mention du secteur informel, alors que le plus récent a réservé tout un chapitre à ce secteur. Il a plaidé pour une approche structurelle pour s'occuper de ces problèmes et a demandé aux gens d'avoir confiance au gouvernement.

Groupe Deux : Facilitateur: Mr. Mahesh Gora

Les grands problèmes discutés dans ce groupe qui s'est réuni dans la salle de conférence après le déjeuner sont:

- Les droits économiques et de travail pour les vendeurs de rue;
- Comment organiser les vendeurs de rue (travailleurs non organisés);
- Comment avoir les pouvoirs politique et économique pour la communauté des vendeurs de rue;
- Infrastructure nécessaire au profit des vendeurs;
- Besoin de lutter pour les droits (y compris les droits médicaux) des pauvres;
- Des problèmes spéciaux des femmes vendeuses;

Mr. Ashok Kumar Aggarwal, travailleur social en provenance de Kota, Rajasthan a parlé de la politique du développement urbain qui ne tient pas compte des préoccupations des vendeurs les rendant ainsi économiquement et socialement insécurisés. Il a fait remarquer que le vendeur est au début de la chaîne et que son importance devrait être soulignée en votant seulement pour le parti qui soutient leur cause.

Le participant suivant en provenance du Zimbabwe a montré son mécontentement avec les différentes politiques, actes et lois déjà encadrés et les a appelées "dépassées". Il a mis l'accent sur l'importance de formuler des politiques qui correspondent avec les "nouveaux besoins du secteur non organisé".

Mr. Narendan Sharma de Gwalior a dit que nous devons comprendre comment rendre nos organisations de plus en plus organisées. L'organisation et la lutte devraient aller de paire. En Inde, des Comités divers tels que les Comités de Scheduled Caste (SC)/Scheduled Tribe (ST), les comités des femmes etc., existent mais un tel comité n'existe pas pour les vendeurs et il leur appartient de soulever leurs voix à propos.

Mr. Radhey Shyam Churiwala de Madhya Pradesh (MP) a indiqué que 80% des communautés dépendent de l'emploi autonome. Le pays a été représenté dans le passé par certaines communautés marginalisées; de la même façon les vendeurs devraient être élevés aussi aux plus hauts échelons du pouvoir. Des législations vieilles et dépassées devraient être abandonnées et de nouvelles législations devraient être formulées à leur place.

Une participante de l'Afrique a mentionné son inquiétude et a donné l'utilité des organisations internationales qui travaillent pour le secteur non organisé. Elle a dit que la principale caractéristique de ce secteur c'est qu'il est totalement informel et qu'un certain degré de formalisation va aider pour sa croissance. La population qui compose ce secteur devrait faire partie du plaidoyer pour la planification et développement des politiques. Par conséquent l'environnement au lieu de travail joue un rôle majeur. L'éducation est

une autre composante qui joue apparemment sur la sécurité de l'emploi et en plus souligne le besoin pour un lobby des femmes vendeuses.

Mr. Ashok Patnaik de Bhubaneswar, Orissa a énuméré les bonnes choses du gouvernement et le rôle joué par le gouvernement pour la cause des vendeurs de rue. Il a dit que l'art. 19(1) G de la constitution de l'Inde a des provisions pour le droit de pratiquer n'importe quel commerce et occupation. Il est donc nécessaire de comprendre que les vendeurs de rue assurent des services essentiels et commodités à un prix abordable. Une atmosphère positive doit être créée au lieu de celui anti-établissement. Il a soutenu la cause des vendeurs de rue de Orissa et les efforts entrepris pour leur bien-être et a en plus revendiqué qu'avec une bonne réglementation des politiques existants, le pays deviendrait 'un paradis pour les vendeurs de rue'.

Mr. Ghanshyam Kotwani de Jaipur a insisté sur la nécessité d'établir un comité pour la promotion et le bien-être des vendeurs de rue. Il a aussi ajouté que NASVI devrait plaider pour ça aussi.

Mlle. Kavita de SEWA, Madhya Pradesh a parlé de l'importance des représentations politiques et un comité pour le bien-être du secteur non organisé. Les femmes vendeuses doivent avoir un marché séparé contenant les installations essentielles pour elles et leurs enfants. Elle a dit qu'il y a trois modèles qui devraient être utilisés pour le gagne-pain des femmes vendeuses qui sont: 1. faire face à la compétition avec les nouveaux centres commerciaux qui proviennent du secteur privé; 2. acheter une place par des micro crédits et l'utiliser; et 3. prendre une place à travers des négociations et suppléer à leurs besoins. Cinq plans sur lesquels l'Etat de Gujarat travaille déjà avec une organisation, ont été exhibés pour dire que le changement est possible. Ces cinq plans concernent la santé, développement des capacités, examens médicaux, bibliothèques et soins médicaux.

Mr. Kumar Chandra de Puri, Orissa a partagé son opinion en disant que nous devons mettre l'accent sur des solutions basées sur les processus au lieu des solutions basées sur les politiques.

Un autre représentant du Kenya a dit que les vendeurs de rue doivent être à mesure de se représenter au parlement. Ils ont seulement besoin d'un soutien initial pour exécuter un travail traditionnel, mais après quoi ils peuvent continuer eux-mêmes.

Une représentante d'Ouganda a parlé de son expérience à Kampala où la lutte des vendeurs de rue les a permis de revendiquer leurs droits et récupérer leur terre qui, était déjà autrement pris par les capitalistes. Elle a insisté sur l'importance de réhabiliter les vendeurs expulsés du marché.

Mr. Elvis de la Zambie a soulevé certains points importants que les vendeurs de rue sont très fragmentés et doivent être mieux organisés et plus unis. Il y a des problèmes divers concernant la vulnérabilité des vendeurs de rue, et leur implication est cruciale dans le processus de prise de décision pour une représentation adéquate de leurs problèmes.

Mlle. Shika Joshi, NASVI était directe en disant que la politique nationale est seulement exécutée partiellement dans les Etats d'Orissa et Madhya Pradesh mais n'est pas encore implémenté dans les 27 Etats restants.

Les ONGs locales doivent prendre au sérieux ce problème et demander son implémentation immédiate sur l'ensemble du territoire national. Elle a aussi parlé de leur travail en tant qu'organisation active dans 150 taudis, qui consiste à négocier avec les corporations municipales sur l'infrastructure et le transport. Finalement, elle a parlé de l'importance de créer un réseau fort pour promouvoir la cause des vendeurs de rue.

Enfin une participante de Ghana a été spécifique en disant que les femmes sont plus enclines à l'oppression dans le secteur non organisé à cause de l'augmentation de la violence. Elle a dit que la démocratie devrait adresser les problèmes de santé ainsi que l'éducation des travailleurs et leurs familles. Elle a aussi cité divers exemples des agitations sociales qui étaient un succès pour leur pays et pouvaient s'avérer impératives pour d'autre pays aussi.

Journée 1 Session 3: Présentation sur les Expériences Communes sur la planification et les Politiques

Dans la session précédente, les participants ont été divisés en deux groupes où ils ont partagé leurs expériences spécifiques de leurs pays sur les problèmes et préoccupations des vendeurs de rue vis-à-vis de la politique et planification. En plus de ça, chaque groupe a fait une brève présentation résumant leurs expressions individuelles. Nous donnons ci-dessous la liste commune des problèmes, commentaires, clarifications et suggestions qui en ont suivi:

- Reconnaissance des vendeurs et leur sécurité à travers une chaîne formelle des lois et politiques de vente ;
- Etant donné que la vente est une préoccupation globale, alors la solution doit aussi être globale. En effet, la résolution peut prendre la forme des directives globales obligatoires ou lois appliquées et contrôlées par l'OIT.
- Une telle discussion détaillée doit être faite pendant une période plus longue. Ce serait mieux dans le m dans le même contexte d'avoir pris de telles délibérations à un niveau général de base après quoi une délibération plus focalisée peut avoir lieu avec un groupe plus petit.
- Les suggestions représentées par les deux groupes devraient être reprises par un 'Comité' qui devrait présenter le problème au parlement.
- Le défi majeur a avoir avec un engagement constant avec la lutte quotidienne des vendeurs de rue vis-à-vis des unités locales de gouvernance. Par exemple le harcèlement policier sur les vendeurs avec l'usage excessif des lois (p.ex. Section 203 de l'Acte Municipal en Inde) doit être adressé.
- Il y a insuffisance de volonté politique en général face aux préoccupations du secteur non organisé et le vide qui existe entre les concepteurs des politiques et les citoyens marginalisés doit être comblé.

- Les réseaux et associations qui représentent les problèmes des vendeurs de rue doivent s'unir comme une seule voix quitte à ce qu'elle résonne parmi les différents départements gouvernementaux. Comme l'a correctement pointé «rien pour nous sans que nous soyons impliqués».
- En réponse à la question des suggestions, une structure doit être créée qui se chargera de mettre en place une stratégie.
- Dans tout le processus de représenter les préoccupations des vendeurs de rue, nous devons faire attention de ne pas laisser que le problème soit utilisé pour des motivations politiques. Toutefois ce n'est pas pour nier le fait que le problème même n'est aucunement apolitique.
- L'intérêt doit être porté aux vendeurs de rue en milieux ruraux et territoires ferrés et non seulement les vendeurs urbains.
- La situation paraît être similaire dans tous les pays.
- Le pouvoir de négociation pour les réseaux de plaidoyer des vendeurs de rue peut être développé en organisant des fréquentes réunions aux niveaux locaux variés.
- C'est important comme stratégie, d'intégrer les corps du gouvernement local dans les luttes et plaidoyers pour les vendeurs de rue.
- Dans le même ordre, le langage et rhétorique utilisés par les réseaux de plaidoyer doivent être cadrés d'une manière qui va résonner et sensibiliser les autorités locales.
- Pour qu'une conscientisation globale et une prise de conscience globale pour la cause des vendeurs de rue, soient effectives, c'est essentiel que nous puissions transformer nos attitudes personnelles dans nos vies quotidiennes par rapport aux vendeurs de rue.
- Les droits des vendeurs de rue dans le contexte de la justice sociale et droits de l'homme ne peuvent être accomplis que seulement si les associations pour les droits des vendeurs de rue s'organisent en un seul front uni contre l'attaque de la globalisation et les Etats capitalistes.

Par la suite, un comité a été constitué à partir des participants pour représenter une préoccupation globale unie pour les droits des vendeurs de rue.

Journée 2 Session 1: Participation dans la Planification – Expériences des organisations des vendeurs de rue

Mr. Orlando Mercado, CTCP, Nicaragua, est un vendeur de rue au Nicaragua. Il a indiqué qu'il y avait une empoignade majeure entre la police et la communauté des vendeurs de rue en 2002. 364 vendeurs étaient emprisonnés et il a fallu de longues et laborieuses négociations pendant 2 mois pour que leur liberté soit restaurée.

L'inquiétude principale de la communauté des vendeurs de rue du Nicaragua était l'absence des installations sanitaires adéquates, éducation et justice sociale. Ceci a conduit à la demande pour les droits des vendeurs de rue à l'établissement. Les vendeurs de rue ont demandé le droit de participer aux élections municipales et d'autres corps du gouvernement. Leur expérience était amère étant donné qu'au moment des élections

Présidentielles et Municipales, on se rappelle d'eux pour oublier leurs promesses aussitôt que la période électorale est terminée.

Cependant l'année passée, leurs demandes pour la sécurité sociale et les installations sanitaires ont été entendues par le Candidat aux élections présidentielles, et après avoir gagné les élections; le Président apparaît avoir accepté leurs suggestions et est maintenant en train des stratégies en place pour sa mise en application.

Mais en même temps cette lutte doit continuer. Comment est-ce pensable que les vendeurs de rue qui représentent une si grande proportion de la population ne puisse pas avoir une voix dans les politiques de développement de l'Etat ? C'est la communauté des vendeurs de rue qui crée presque 50% du produit Intérieur Brut et paye 80% de taxes contre la contribution de 20% faite par le secteur organisé.

Ce Novembre, se tiendront des élections au niveau des Etats et la communauté des vendeurs de rue a pris une position qu'ils ne vont pas participer aux élections à moins que le gouvernement applique des solutions pour leur sécurité sociale. A présent le Nicaragua compte 32 986 vendeurs de rue et 32 organisations qui leur représentent. La communauté est largement représentée par les organisations et il y a une organisation qui est complètement gérée et représentée par les femmes vendeuses de rue.

Les revendications des vendeurs de rue ont finalement commencé à être reconnues par le gouvernement Nicaraguayen. Les organisations des vendeurs de rue ont aussi commencé à échanger des correspondances avec les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, El Salvador, Guatemala et Costa Rica pour donner une face internationale à leur lutte. Ceci voulait aussi dire inviter les candidats de Mexique et Brésil à reconnaître la légitimité de leurs revendications ainsi que leur demande pour la sécurité sociale et les droits de l'homme. Il y a aussi une organisation au Nicaragua qui a une participation internationale dans la région d'Amérique latine et centrale dans la lutte pour les droits des vendeurs de rue et travailleurs de l'économie informelle.

Mme. Martha Santoyo, FNOTNA, Mexique, a partagé son expérience de vendeuse de rue et les atrocités qu'elle a connues depuis les années de son enfance. Ses parents étaient aussi des vendeurs de rue et ils étaient traumatisés par les atrocités de la police et ont eu à lutter pour leurs droits. Les conditions des vendeurs de rue du Mexique sont très lamentables et c'est pourquoi elle a décidé de lutter pour la cause. Ce n'est pas seulement le gouvernement qui est responsable de l'actuelle situation; nous devrions aussi prendre une part de responsabilité pour notre détresse. Le gouvernement nous a reconnu parce qu'ils étaient intéressés par nos votes. Le processus pour l'obtention de nos droits n'a pas été facile. Pour ça, il nous a fallu en justice et endurer un mauvais traitement par les officiels et autorités gouvernementales. Elle a affirmé que les vendeurs de rue doivent être traités comme d'autres citoyens du pays. C'est vrai que les vendeurs paient moins en taxes comparativement à ceux qui sont dans le secteur organisé mais le gouvernement a accepté que c'est ça que nous pouvons payer. Nous sommes prêts à payer des taxes au gouvernement mais au retour nous voulons des places fixes pour les vendeurs de rue en ville ainsi que la justice sociale et la sécurité sociale pour eux. Nous devons très forts

pour que nous puissions gagner le respect dans la société. Elle a fondé une organisation pour pousser pour les demandes des vendeurs de rue et les organiser. Elle a réitéré qu'il est important d'utiliser les avenues politiques et d'où les représentants des vendeurs au Mexique ont obtenu des postes de dignité dans le gouvernement. Elle a finalement dit que nous devons être unis pour lutter pour la cause des vendeurs de rue.

Mlle. Angélique Kipulu Katani, LDFC, Congo, a commencé par donner une brève information sur la situation sociale, politique et économique dans son pays. La RDC est un grand pays, riche en minerais et agriculture mais la majorité de la population vit en pauvreté. Dans les années 1990s, la RDC a fait face à une dépression économique sévère qui a conduit à la perte de l'emploi et gagne-pain pour beaucoup. Maintenant approximativement 85% de la population sont dans le secteur informel. Et même l'autre 15% sont indirectement dépendants du secteur non organisé pour suppléer à leur revenu. Initialement, elle travaillait pour un syndicat dont l'objectif principal était d'organiser les travailleurs dans le secteur formel. Mais graduellement avec la chute de l'économie, ils se sont rendu compte que c'est le secteur non organisé qui nécessite beaucoup plus d'attention. Les mauvaises conditions économiques ont provoqué une augmentation dans le nombre des femmes de s'adonner aux activités qui étaient initialement faites par les hommes afin de subvenir aux besoins familiaux. Ces femmes amenaient des textiles du Congo Brazzaville (pays et capitale voisine de Kinshasa) pour établir leurs propres affaires à Kinshasa/RDC. Elles devraient traverser le fleuve Congo pour s'approvisionner en matériaux. De plus en plus des femmes optaient pour ce business ce qui a créé beaucoup de chaos à la frontière ce qui a conduit le gouvernement à interdire l'activité. Ceci a résulté en un traitement inhumain des femmes, confiscation de leurs biens et certaines d'entre-elles furent même emprisonnées. C'est à ce moment que les femmes ont approché le syndicat pour assistance. Mais parce que le cadre existant du syndicat ne permettait pas de travailler avec les travailleurs du secteur informel, les politiques et lois ont été modifiées pour accommoder le secteur informel. A travers sa connaissance personnelle avec le Maire de Kinshasa, Mlle Katani l'a approché pour qu'il améliore les conditions de ces femmes et ouvre le blocus de commerce. De sa part, le Maire lui a catégoriquement demandé si personnellement elle veut prendre la responsabilité d'assurer que les rebelles en provenance de l'autre côté de la frontière ne viendront pas déstabiliser leur pays. En réponse, Mlle Katani a dit qu'elle ne veut pas faire de la politique et que sa seule motivation est d'aider les femmes qui sont pourvoyeuses pour leurs familles. A cause de son intervention, les autorités ont donné de la place aux femmes pour conduire leurs affaires dans les périphéries de la ville car elle a trouvé qu'il n'était pas convenable de les installer dans les marchés existants à cause du surpeuplement. Tout en travaillant avec ces femmes le syndicat est arrivé à se rendre compte que les travailleurs de l'économie informelle font face aux problèmes de toute sorte comme le manque des mesures de sécurité sociale, manque de logement et ainsi de suite. Il faut ajouter à ceci le fardeau de différentes sortes de taxes que les vendeurs doivent payer. Une réunion a été organisée en janvier 2008 pour sensibiliser les autorités civiles concernant les problèmes des vendeurs de rue. Mlle. Katani a terminé son allocution en disant qu'une plateforme internationale est nécessaire pour adresser les problèmes des vendeurs et que le présent atelier est un bon effort vers l'accomplissement de cet objectif.

Mr. Lameck Kashiwa, Zambia a ouvert le forum en disant qu'il serait bref. Il a d'abord parlé de son expérience avec le gouvernement. Avant, ce sont les petits marchés qui approvisionnaient de la nourriture. Avec le temps, l'Etat a commencé à s'impliquer dans les problèmes du secteur non organisé, et pourtant la population n'avait pas la possibilité d'assurer le suivi et évaluation de l'action gouvernementale. Ensuite les politiques d'ajustement structurel ont eu comme conséquence la croissance du secteur informel. Il a discuté des inquiétudes liées au Mémorandum d'entente (MOU) entre l'Union Européenne et le Gouvernement Zambien. Le MOU était que le gouvernement devrait consulter directement les parties intéressées 'p.ex. les vendeurs de marché' pour mettre en place ce nouveau marché créé pour eux.. En plus les vendeurs de marché ont demandé de réviser ce MOU. L'argument pour l'Union Européenne était que le gouvernement Zambien devrait consulter les groupes d'intérêt. Les organisations des marchés sont aussi intervenues pour décrire le type de marchés dont elles avaient besoin. Ils ont donné les priorités: dépôts, sécurité, électricité, eau, gestion et ramassage de déchets, forum formel pour disputes, fonds pour santé et croissance, et un accent sur les marchés ouverts, éducation sur les besoins des vendeurs de marché. Il a conclu en soulignant les conséquences de la lutte contre le gouvernement. Le gouvernement doit savoir 'qui sommes-nous' et 'quels sont nos besoins' dans le secteur non organisé. Bien que la loi actuelle en Zambie ne prévoit pas de forum pour discuter de tels problèmes mais le progrès est bon. Le Président Zambien, a noté nos revendications lors d'une discussion.

Mr. Cheikh Fall: Street Vendors Project, New York, a présenté son organisation comme étant celle qui a été envisonnée et mise sur pied par un vendeur de rue qui a éventuellement embrassé la profession de la loi. Il a dit que la communauté des vendeurs de rue de New York avaient leurs propres problèmes à confronter, pour les quels il était important d'identifier les préoccupations et mettre en place des stratégies pour créer des structures qui seraient utilisées pour négocier avec les autorités municipales.

Le profil sociodémographique de la communauté des vendeurs de rue à New York est différent de celui dans d'autres nations, en particulier les régions Asiatiques, Africaines et d'Amérique Latine. La plupart des vendeurs sont des émigrants étrangers. Aussi, il serait intéressant d'observer que 50% des vendeurs de rue ont été exposés à la formation militaire et ont une bonne compréhension des structures légales des Etats-Unis d'Amérique. Ils sont donc très familiers avec les lois qui ont des liens ou qui peuvent être en conflit avec la vente de rue.

Le but principal des vendeurs de rue ici n'est pas seulement de résoudre leurs problèmes immédiats mais de créer des structures qui leur permettront de se développer et devenir aussi grands que sont les corporations d'affaires aux Etats-Unis. En effet, il faut noter que derrière le succès de la plupart des grandes corporations en Amérique, se trouvent les efforts de quelqu'un qui a commencé comme vendeur de rue. Donc le but des organisations des vendeurs de rue aux Etats-Unis est d'assurer une éducation et formation appropriées aux vendeurs de rue pour les orienter vers la principale économie.

Contrairement aux pays du tiers monde, les vendeurs de rue à New York ne souffrent pas du même degré de rareté des avantages de santé ou droits de sécurité sociale. Leur lutte

principale est donc centrée sur transformer la position de la classe des vendeurs de rue des Etats-Unis d'Amérique.

Mr. Kim Heung Hyun, KOSC, Corée a directement retenu l'attention de l'audience par la narration des incidents qui ont résulté en la formation de Séoul et donc prouvant le point que l'histoire se répète. Il a présenté l'attitude du Gouvernement en disant que tout le temps la conception a été de réduire le nombre des vendeurs au dixième de leur force, au point de louer les services des éléments anti-sociaux. L'effort continu des autorités a toujours été d'interdire aux vendeurs de s'installer. Il a ajouté que KOSC a une histoire longue de vingt ans mais l'organisation a connu des périodes très critiques. Les forces de maintien de l'ordre ont ouvertement interdit aux vendeurs et les éléments anti-sociaux ont aussi été loués pour chasser les vendeurs. Mais les vendeurs de leur côté, continuaient à faire des efforts consistants pour soumettre des propositions alternatives pour contrer le grand marché et les affaires des compagnies multinationales.

Comme conseil à tous les participants ici présents, Mr. Kim a dit que l'échange a établi le fait que nous faisons tous face aux problèmes similaires et c'est pourquoi StreetNet a été créée – pour lutter ensemble pour la même cause. Il a demandé au groupe de mettre en place un système tel que tout le monde peut confronter le système leurs propres pays à travers une planification appropriée. 'Communiquons nos expériences à StreetNet qui va à son tour les transférer à tous les affiliés à travers la communication électronique avec les affiliés et la publication au site web de StreetNet.

Journée 2 Session 2

Mr Arbind Singh, NASVI, a donné un bref résumé des orateurs précédents tout en disant en même temps que les problèmes soulevés le premier jour devraient être clarifiés. Il a indiqué que la politique nationale du gouvernement d'Inde était adoptée en 2004. Mais la commission a suggéré une révision comme certains aspects de la politique causaient des problèmes. Maintenant la politique revue vient d'être recommandée par la Commission. Le Gouvernement Indien pensent aussi d'une loi pour les vendeurs de rue. En effet, même avant que la loi ne soit adoptée par le parlement, les Etats ont aussi leurs propres politiques. La politique nationale n'est pas non plus une meilleure alternative car dans certaines places comme Pune, ces politiques ne sont pas pour l'intérêt des pauvres, cependant la même politique avec la participation des vendeurs de rue est en train d'exhiber des résultats productifs résultats productifs à Bhubaneshwar.

Planification pour les Zones de vente

Mr. Ashok Kumar Pattanaik, Maire adjoint de la municipalité de Bhubaneshwar (BMC) a commencé avec la déclaration que Bhubaneshwar est considéré comme le "paradis pour les vendeurs de rue". En introduisant Bhubaneshwar, il a dit que cette place est une confluence de la tradition et de la modernité et elle a une histoire culturelle riche qui se manifeste à travers ses architectures anciennes. Il a informé l'audience à propos de l'Article 19 (1) g dans la constitution Indienne qui prévoit la conduite des affaires sur les pavements. Parlant de la situation des vendeurs de rue à Bhubaneshwar, il

a dit qu'ils sont des partenaires dans la municipalité de Bhubaneswar (BMC). Il a exposé les résultats de l'enquête conduite par AORVA à Bhubaneswar qui a trouvé qu'il y a environs 17 000 vendeurs de rue dans la ville. Mais il croit que le chiffre réel serait plus grand que ça. Mr. Pattanaik pense que les problèmes des vendeurs de rue ne devraient pas être traités en isolation. Il a énuméré les différents plans et programmes initiés par la BMC pour les vendeurs de rue tels que cells pour le pauvre urbain, e-gouvernance pour porter plainte, introduire la charte et la carte du rapport des citoyens, une évaluation opportune, data base, programme des micro entreprises, lier les bénéficiaires aux banques, former les SHGs, provision de la sécurité sociale et beaucoup d'autres. Il a aussi ajouté que la BMC a fait des arrangements pour la déclaration des "zones de vente" en association avec les vendeurs. Il a conclu son allocution en remerciant Ms. Aparajita Sarangi, maire du BMC qui est l'architecte derrière la conception des 'zones de vente'

Partenariats Potentiels impliquant la responsabilité sociale des Entreprises

Mr. Ajay Narayan: Directeur Financier, Lease Plan

Mr. Narayan a commencé par l'introduction de sa collaboration avec NASVI vieille d'une décennie. Il a ensuite introduit sa compagnie, Lease Plan, qui gère le financement et location des véhicules dans 29 pays et plus de 150 villes. Il a ensuite insisté sur l'importance de la responsabilité sociale pour les affaires et l'a décrit comme un engagement continu des entreprises pour qu'elles se comportent éthiquement et contribuent au développement économique en améliorant le statut de la masse des travailleurs non organisés. Dans cet effort, les rôles joués par le gouvernement, les organisations volontaires et de la société civile sont aussi importants, en collaboration avec les entreprises. Dons la responsabilité sociale des entreprises (CSR) est un effort et responsabilité collectifs.

Il a décrit les succès de Lease Plan dans la CSR surtout avec les deux projets – Allègement de la pauvreté en partenariat avec l'organisation de reconstruction du village et child plan (Projet Pakash). Le premier projet était basé sur les principes et concepts Gandiens de Sarvodaya où des efforts ont été faits pour rendre chaque village indépendant et autosuffisant (une illustration du village de Palasnagar dans le district de Wardha en Maharashtra a été faite). Le second projet avait à faire essentiellement avec l'approvisionnement en ressources pour l'éducation des enfants du pauvre travaillant et a été représenté à travers la projection d'un film court. Il a aussi souligné qu'en ce qui concerne la prise de responsabilité pour l'environnement et surtout dans le contexte des dégâts causés par la pollution des véhicules, Lease Plan a été soumise à un audit pour l'énergie.

Mr. Narayan a souligné les problèmes liés au processus d'urbanisation et a mentionné les étapes exigées pour alléger les inquiétudes soulevées. Les plus grands problèmes qu'amène l'urbanisation sont ceux de la migration, la monopolisation par les centres commerciaux et Sociétés Commerciales, conduisant à la perte d'opportunités de gagne-

pain pour les vendeurs de rue. Les stratégies sont centrées sur le zoning et les plans d'utilisation des terres, la démarcation des zones de vente, Intégration du drainage urbain, gestion des ordures solides et élimination des eaux usées, mieux organiser, transport moins cher et qui protège l'environnement et enfin un soutien infrastructurel pour les vendeurs de rue comme logement à bas prix à travers la coopération entre le gouvernement, les organisations non gouvernementales et les entreprises.

Journée 2 Session 4: Plénière

Tout au long de cette session, les étudiants étaient divisés en deux groupes, où les participants ont partagé les expériences spécifiques de leurs pays respectifs sur comment changer la façon de raisonner des planificateurs, magistrats et juges, des organes législatifs et judiciaires du gouvernement.

Groupe 1: Mr. Bhushan a souligné les grands problèmes qui ont été soulevés dans son groupe de discussion;

- Des expériences personnelles et émotionnelles sur le harcèlement de la police, la parution devant les cours et tribunaux, et le fait que les biens des vendeurs de rue ont été confisqués, conséquence de l'application des lois et politiques injustes qui prennent le vendeur de rue pour une 'nuisance' et même pour un 'criminel'.
- On a partagé des expériences qui suggèrent que les interventions des organisations des vendeurs de rue doivent avoir lieu aussi bien au niveau local que central.
- Les questions ont été posées sur travailler avec le media – ceci peut être efficace pour gagner le soutien du public p.ex. les consommateurs et la société civile, et établir la solidarité.
- L'expérience du Népal montre que la répression politique peut résulter en une interdiction totale sur les vendeurs de rue et leurs organisations. Les vendeurs de rue font face à la répression jusqu'à l'avènement de la démocratie où de bons résultats se retrouvent dans de nouvelles lois et la levée de la plupart des restrictions.
- Dans des cas extrêmes, où les appels et requêtes ont échoué, la rétention des taxes, les protestations par les vendeurs de rue et de marché, ont été utilisés pour envoyer un message aux autorités et comme moyen d'opposer des expulsions injustes, des augmentations arbitraires des taxes et pour demander la consultation et la reconnaissance des autorités.
- Une méthode convenue devrait être adoptée par les planificateurs et concepteurs des politiques quand de nouvelles politiques sont élaborées et/ou modifiées pour inclure les représentants démocratiques des vendeurs de rue parmi les premiers détenteurs d'enjeu et où les femmes sont également représentées.
- On a mis l'accent sur le besoin exprimé pour une meilleure organisation et une lutte de masse sans peur.
- Il est nécessaire de négocier et donc on a besoin d'un '*jan andolan*' (mouvement du peuple).

- On a mis l'accent sur le besoin pour une stratégie et tactiques appropriées pour faire pression pour la cause.

Groupe 2: Mr. Krishna Prasad, NASVI et Elvis Chishala (AZIEA) comme leaders du groupe ont souligné les préoccupations du groupe 2:

- Il y a un besoin pour la conscientisation et 'relations publiques' pour être à mesure de convaincre les planificateurs et décideurs: constituer un rapport, analyser les idées et approches, révéler de fausses suppositions, et défier les priorités malavisées dans les budgets et plans de développement infrastructurel afin qu'ils deviennent pro pauvre et embrasser le concept de "planification inclusive pour tous".
- Les organisations des vendeurs devraient être représentées aux comités, y compris au niveau de l'Exécutif, pour que les politiques puissent être correctement aisément mises en application.
- Les Comités des vendeurs doivent être constitués pour permettre aux vendeurs de déterminer leurs droits au niveau de planification locale où les décisions sur l'expulsions/zoning etc. sont prises et qui les affectent directement.
- Là où les villes planifient un renouvellement urbain et/ou acceptent d'organiser des événements sportifs du niveau international comme les Jeux de Commonwealth et la Coupe du Monde de FIFA, les Comités des vendeurs doivent être constitués et faire partie des détenteurs d'enjeu qui doivent être inclus dans tous les plans. Pas de relocation sans alternatives.
- Le lobbying par les "organisations des vendeurs de rue" est essentiel et devrait faire partie de l'économie conventionnelle qui donne sa contribution au développement à long terme.
- Vu qu'une large section des consommateurs dépend des vendeurs de rue, nous devons utiliser leur soutien pour notre cause.
- Hisser le statut des femmes vendeuses en défiant leur préjudice par la population, à travers la conscientisation et insister sur une représentation égale étant donné qu'elles sont majoritaires dans le secteur dans beaucoup des pays du monde et sont les seules pourvoyeuses pour leurs familles.
- Les politiques n'atteignent pas la base et un PIL déposé à la haute cour de Madhya Pradesh révèle le besoin de nous organiser plus efficacement pour que nos droits soient totalement compris pas seulement par le secteur des vendeurs de rue, mais également par les cours et les planificateurs.
- Sur les routes, les véhicules deviennent plus nombreux que les vendeurs – donc nous devons revoir la politique sur les véhicules pour s'assurer que les vies des vendeurs ne sont pas réduites dans la dispute sur le control de circulation dans la réglementation des espaces publics pour les vendeurs de rue.
- Nous devons bâtir une identité positive commune pour les vendeurs de rue qui défient les stéréotypes et représentations négatives.
- Nous devrions exercer des pressions sur tous ceux au niveau du gouvernement local et national ainsi qu'au niveau international, qui peuvent vouloir nous assister.

Journée 3 Session 1: Résolutions et planification sur les étapes suivantes

La session était dirigée par Mlle. Helen Creed du Département des consommateurs et pour la protection de l'emploi, Gouvernement d'Australie de l'Ouest.

Anandan P. Menon, Bureau du Programme, OIT

Mr. Menon a donné une brève introduction à propos des activités de l'OIT qui incluent la promotion des droits de travail, emploi garanti et sécurité sociale et ainsi de suite. Il a cité des efforts de plaidoyer divers, qui ont été faits en Inde dans les quelques années passées comme l'enquête de 2001, le Forum Social Mondial (2003), LA VISITE PAR LE Directeur Général de l'OIT (2003), la formulation de la politique nationale sur les vendeurs de rue (2004) et ainsi de suite. Il a dit que le rôle des femmes est important et que la recherche dans le développement dans ce domaine est en cours.

Amod Kanth, Secrétaire Général, Prayas

Mr. Kanth a dit que c'était un privilège unique pour lui de recevoir l'invitation à cette conférence malgré qu'il ait été dans la Police Indienne pour trois décades. Cependant, individuellement, Mr. Kanth a également été, si non plus passionné concernant les vies des sans abris et enfants de la rue. Il fut membre du Comité qui a formulé la Politique Nationale sur les Vendeurs de Rue Urbains. Il a cité que pendant sa période de service, 3,070 morts non identifiées ont été enregistrées par la police et qu'après d'ample investigation, il a découvert que presque 75 pourcent d'entre-eux furent des vendeurs de rue. Parmi les 140, 000 personnes sans abris à Delhi, seulement 20,000 ont pu trouver quelque espace physique à rester. C'est clair que le gouvernement n'était pas préoccupé par la détresse des personnes de rue.

Nous sommes allés révéler les mythes perpétués à propos de l'urbanisation en Inde. La croissance de l'urbanisation pour la décade en Inde était relativement lente contrairement à la notion que le processus est devenu rampant. C'est seulement 28 pourcent de la population Indienne qui vit dans les villes et il n'y a pas autant de taudis que ce qui est présenté. Il y a 70,000 hectares de terre urbanisée à Delhi et les taudis occupent seulement 2-3% de cette terre. Donc le problème n'est pas une expansion incontrôlée de la population urbaine des taudis mais celui de l'insensibilité des planificateurs. Il n'y a simplement pas d'inclusion des vendeurs de rue et d'autres pauvres dans le programme du gouvernement. Presque 65 millions d'hommes en Inde sont sans abris et n'ont aucune place dans la politique d'assistance sociale de l'Etat. En réitérant le même problème, un petit montant de 20 Rupees constitue le budget de revenus ou dépenses de 79% de la population entière par jour. Cette dichotomie large et croissante entre les riches et les pauvres n'a pas eu d'effet sur la façon dont les autorités du gouvernement voient les choses pour le moins qu'on puisse dire.

Revenant à l'instance récente et continu de la rénovation de la ville pour les Jeux de Commonwealth en 2010, Mr. Kanth a dit que la ville est connue comme l'engin de la croissance et alors que sa croissance est alimentée par le labeur du travailleur pauvre,

quand la ville est créée, le pauvre est immédiatement pointé comme la personne à être chassé de vue. Il a donc suggéré qu'une planification inclusive était très cruciale et que pauvres urbains constituent la catégorie des pauvres la plus affectée étant donné qu'ils sont ouvertement gommés de chaque côté du plan de croissance.

Journée 3 Session 2: Résolution

Les membres du comité de rédaction ont participé à une session d'intense discussion qui a formulé les résolutions suivantes qui ont été adoptées unanimement par l'assemblée:

Concernant la Conférence

1. Le secteur informel surtout les vendeurs de rue, petits vendeurs, vendeurs ambulants font face aux sérieux problèmes quotidiens, y compris les répressions par la police et l'Etat. Après l'avènement des compagnies multinationales et des grandes compagnies nationales comme détaillants des commodités d'usage quotidien, rendent plus vulnérable et misérable la vie de ces sections pauvres et marginalisées de la société.

Cette **Conférence Internationale prend la résolution** de s'opposer à l'entrée des multinationales et grandes compagnies nationales dans la vente en détail et en appelle à une campagne et mouvement internationaux contre ces compagnies. D'où nous demandons aux gouvernements de:

Stopper de leur donner des licences pour l'ouverture des magasins pour la vente des légumes, fruits et d'autres articles d'usage quotidien.

2. Le développement des villes ne peut pas être apprécié par une meilleure infrastructure, des grands immeubles, routes et ponts routiers, mais doit plutôt être mesuré par rapport à la vie du citoyen commun et peuple pauvre parce qu'ils font partie des villes et contribuent grandement à l'économie surtout les vendeurs de rue et ambulants. Inutile de mentionner que sans eux nous ne pouvons pas imaginer des villes inclusives. Cependant, dans les temps récents, les marchés sont en train d'être déplacés au nom de rendre belles les villes, et ils perdent leur emploi et source de gagne-pain.

D'où cette Conférence Internationale demande au gouvernement de:

Donner droit de représentation aux organisations des vendeurs de rue et ambulants dans les programmes de planification urbaine.

Nous ne nous opposons pas à la croissance des villes mais demandons simplement la construction des marchés viables pour ces sections et sauver les droits à l'emploi des pauvres.

3. Les vendeurs de rue et ambulants ainsi que les petits commerçants contribuent au PIB total des pays. Leur contribution à l'économie ne peut pas être ignorée. Mais dans le

scénario actuel ils ne sont pas légalement protégés et sont toujours harcelés par la police et corporations municipales.

D'où pour protéger leur gagne-pain, nous demandons aux gouvernements de mettre en place des lois en leur faveur:

- i. Leur donner des cartes d'identité et licences
 - ii. Formuler des zones viables pour les vendeurs ambulants
 - iii. Pas d'évictions illégales
 - IV. Les protéger à travers des programmes de sécurité sociale
 - V. Prévoir des facilités de base dans leurs marchés
 - VI. Leur assurer de l'assistance financière et formation sur l'emploi
 - VII. Développer un mécanisme approprié pour l'implémentation de la loi.
4. Le partage d'expériences nous aide à nous rendre compte que les problèmes des vendeurs de rue, ambulants, petits commerçants sont plus ou moins les mêmes. Donc nous devrions combattre globalement pour leurs problèmes.

Nous avons aussi résolu que pour résoudre leurs problèmes, il est nécessaire de –

- i. **Former** leurs organisations à toutes les couches c.à.d au niveau local, national et international,
 - ii. **Renforcer** leurs capacités à négocier avec l'Etat et les autorités locales
 - iii. **Renforcer** leurs organisations et leur soutenir au niveau national et international
 - iv. Et si une organisation d'un pays quelconque a un problème, nous devons le soutenir globalement.
5. Tous les problèmes des vendeurs de rue, ambulants et petits commerçants est le résultat du système économique et politique actuel des pays à travers le monde où le pouvoir économico-politique est entre les mains des riches minoritaires de la société, qui éventuellement contrôlent les régimes.

D'où nous prenons la résolution que nous devons intervenir dans le processus économique de notre pays ; nous devons faire partie des institutions qui conçoivent les lois. Notre but ultime c'est d'avoir un gouvernement qui est pro homme commun et

pauvre et de briser ce système économique et politique qui est responsable de ce problème.

La résolution à la quelle nous nous referons ci-dessus a été rédigée par Diana Taulo (Malawi), Martha Garcia Santoyo (Mexique), Oscar Roberto Silva (Argentine), Wisborn Malaya (Zimbabwe), Jasent Nakayemba (Ouganda), Clarisse Fandy Gnahoui (Benin, Ghazanfar Nawab (Inde), Shika Joshi (Inde), Mahesh Bora (Inde).